

Une Rwandaise favorite pour présider l'OIF

Louise Mushikiwabo est bien placée pour succéder à la Canadienne Michaëlle Jean à la tête de la francophonie

ÈREVAN · envoyé spécial

Le drapeau bulgare côtoie celui du Togo ou de la Côte d'Ivoire. La grande avenue menant de l'aéroport au centre d'Erevan est pavée de couleurs des 84 États membres ou observateurs de la francophonie. Jamais la capitale arménienne n'a connu un événement diplomatique d'une telle ampleur depuis l'indépendance, lors de l'effondrement de l'URSS, en 1991. Le 17^e sommet de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF), les jeudi 11 et vendredi 12 octobre, est une vitrine pour Nikol Pachinian, le nouveau premier ministre réformiste arménien, au pouvoir depuis mai, même si l'événement avait été lancé par son prédécesseur, démissionné sous la pression de la rue dans une « révolution de velours ».

Le président français, Emmanuel Macron, arrive mercredi soir pour une visite de deux jours, qui mêle promotion de la langue française pour le sommet et hommage à Charles Aznavour, mort le 1^{er} octobre, qui n'a cessé de rappeler son amour pour le français, « sanctuaire plus sacré que tous ». Emmanuel Macron revendique la francophonie comme « une priorité ». Il l'avait souligné le 20 mars devant l'Académie française, se posant en héraut d'une « francophonie ouverte », « décripée », acceptant le plurilinguisme. Il rappelait alors, en outre, que « la France n'est qu'une partie de la francophonie agissante, mais consciente de ne pas porter seule le destin du français ». Selon les projections de l'OIF, en 2050, 85 % des francophones seront africains.

Une cinquantaine de chefs d'État ou de gouvernement, dont le premier ministre canadien, Justin Trudeau, le nouveau premier ministre québécois, François Legault, le Belge Charles Michel ou les présidents tchadien, sénégalais ou libanais assisteront à cette réunion, dont l'enjeu principal est l'élection

de la nouvelle secrétaire générale de l'OIF. Seules deux femmes en effet sont en lice : la secrétaire générale sortante, Michaëlle Jean, et la ministre rwandaise des affaires étrangères, Louise Mushikiwabo, donnée largement favorite. L'élection se fait généralement par consensus. Ce duel illustre aussi la lutte d'influence entre les deux principaux bailleurs de fonds de l'OIF, la France d'un côté, et de l'autre le Canada et le Québec – qui, dans cette organisation, dispose d'un siège plein comme un État. Mercredi matin, ces derniers ont laissé entendre qu'ils étaient prêts à se rallier au consensus autour de la candidate rwandaise.

« Dépenses somptuaires »

Ex-journaliste vedette de Radio Canada et ancienne gouverneure du Canada – c'est-à-dire représentante de la reine d'Angleterre –, Michaëlle Jean tente d'être reconduite pour un nouveau mandat de quatre ans. Son prédécesseur direct, l'ancien président sénégalais Abdou Diouf, était resté douze ans, de 2003 à 2015, à la tête de l'OIF. La diplomate canadienne, première femme élue à ce poste, avait profité des rivalités entre les candidats africains. Si elle se revendique, au nom de ses origines haïtiennes, « afro-descendante » et porteuse d'une « africanité globale », ses adversaires soulignent qu'elle reste avant tout perçue comme une diplomate canadienne, donc du Nord.

« Je suis venue servir cette organisation pour ce qu'elle est, pour ses principes et parce qu'elle est forte des valeurs universelles qui la fondent, non seulement la langue, mais aussi les droits de l'homme, la liberté, la démocratie, tout cet héritage des Lumières et de la révolution française », clame Michaëlle Jean au Monde, fière de son bilan. Mais elle ne connaissait guère l'Afrique et elle a été assez maladroite, normant des Canadiens ou des Canadiens d'origine africaine à des postes-clés, dont celui

de directeur des affaires politiques, ce qui a irrité Paris. Au Québec, les médias dénonçaient ses « dépenses somptuaires », notamment la réfection de sa résidence officielle dans la capitale française, même si à en croire plusieurs diplomates connaissant bien l'OIF, « ses prédécesseurs avaient fait bien pire en la matière ».

Face à elle, la ministre rwandaise Louise Mushikiwabo a notamment le soutien de Paris et de l'Union africaine, un gros bloc au sein de l'OIF, avec 29 pays sur 54.

La lutte en coulisses a été feutrée, mais implacable. On se dirige maintenant vers un consensus

membres pleins et disposant du droit de vote, à la différence des États associés (4) et des observateurs (26). L'annonce de sa candidature et du soutien français avait été faite – en anglais – par le président rwandais, Paul Kagame, le 23 mai, après sa rencontre à l'Élysée avec Emmanuel Macron. Une initiative qui a suscité des critiques. Kigali a en effet remplacé, en 2008, les français par l'anglais comme langue obligatoire à l'école, puis a rejoint le Commonwealth un an plus tard. Kigali n'est, en outre, guère un modèle sur le terrain des libertés, alors même que la charte de l'OIF place « le soutien aux droits de l'homme » parmi ses missions premières.

« Il est normal que ce poste revienne à une Africaine, et l'OIF élit non pas un pays, mais une personne », se justifie l'Élysée, arguant de l'expérience diplomatique de Louise Mushikiwabo et soulignant que ce choix illustre la position du président français, qui

veut défendre le français sans l'opposer aux autres langues. En filigrane, il y a surtout la volonté de M. Macron de faire un geste fort pour fermer le lourd et douloureux contentieux avec le Rwanda, qui accuse les autorités françaises d'avoir joué un rôle dans le génocide de 1994.

« Pas d'ennemis perpétuels »

« Il y a clairement une nouvelle volonté avec l'administration du président Macron pour aller de l'avant, avec le Rwanda qui y est également favorable », assure la chef de la diplomatie rwandaise dans une interview sur le site du Monde, reconnaissant que « la relation entre les deux pays reste compliquée », mais qu'il n'y a « pas d'ennemis perpétuels ». Pour le reste, elle affirme très classiquement son désir de donner « une meilleure visibilité à l'OIF » et vouloir centrer son action sur la jeunesse. Si elle rappelle que « les droits humains ne sont pas réservés à quelques pays et pas à d'autres », elle élude dans ses entretiens le cas rwandais.

La lutte en coulisses a été feutrée, mais implacable. On se dirige maintenant vers un consensus et la décision devrait être prise à huis clos dans la nuit du 11 au 12 octobre. Néanmoins, au-delà de ces luttes de pouvoir, ce sommet de la francophonie, deux ans avant celui qui célébrera le cinquantième anniversaire de l'organisation, ne peut pas ne pas aussi affronter la question de ce que doit être l'OIF. « De par sa composition, réunissant aussi bien des pays du Nord que du Sud, l'OIF est au cœur des grands débats du multilatéralisme », assure Paris. Mais le risque est aussi celui de devenir une petite ONU bis et de perdre sa spécificité d'« institution fondée sur le partage de la langue française et de valeurs communes » en accueillant, même comme observateurs, des pays n'ayant qu'un rapport très lointain avec le français et avec les valeurs des Lumières. ■

MARC SEMO

La candidature de l'Arabie saoudite suscite l'embarras

Brouillé avec le Canada, mis en cause dans la disparition d'un journaliste en Turquie, Riyad tente une nouvelle fois d'obtenir un strapontin à l'OIF

BEYROUTH - correspondant
EREVAN - envoyé spécial

A Erevan, capitale de l'Arménie, pays hôte du 17^e sommet de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF), le désir de l'Arabie saoudite de devenir membre observateur de ce prestigieux réseau suscite un embarras poli. « C'est une candidature qui suscite le débat et nous voulons arriver à un consensus », dit-on à l'Élysée.

Dans les couloirs, des diplomates assurent de façon plus abrupte, avant même l'ouverture des travaux le 11 octobre, que « ce ne sera pas pour cette fois ». La demande de Riyad devrait, selon toute vraisemblance, être rejetée ou mise en suspens, alors que celles de l'Irlande et de Malte ont toutes les chances d'être acceptées.

Dossier « incomplet »

La gêne autour de la candidature saoudienne a été accentuée par deux événements récents : d'une part la crise diplomatique entre la monarchie et le Canada, deuxième contributeur de l'OIF après la France, dont l'ambassadeur à Riyad a été renvoyé après que sa ministre de tutelle a demandé la libération de défenseurs des droits de l'homme, récemment incarcérés dans le royaume ; et d'autre part la disparition, il y a une semaine, dans le consulat saoudien d'Istanbul, du journaliste et dissident Jamal Khashoggi, qui, selon la police turque, aurait

été assassiné par une équipe venue spécialement de Riyad.

Ce n'est pas la première fois que le royaume frappe à la porte de l'OIF. Lors du précédent sommet, à Antananarivo, en 2016, le dossier de Riyad avait été jugé « incomplet » et son examen avait été renvoyé à une date ultérieure. Après des discussions animées

entre pays membres, il avait été décidé de dépêcher une mission d'évaluation dans le royaume. Celle-ci a remis un rapport aux chefs d'Etat francophones, qui n'a pas encore été rendu public.

Riyad compte des alliés parmi les 84 membres de l'OIF, dont 26 ont le statut d'observateur. Le Maroc et plusieurs pays africains, comme le Gabon, le Sénégal et le Bénin, militent pour son intégration. Le royaume, dont la proximité avec la langue de Molière est pour le moins ténue, peut faire valoir que ces dernières années, des pays aussi peu francophones que l'Ukraine et l'Uruguay ont obtenu le statut d'observateur.

La Moldavie, autre exemple, est membre de plein droit de l'organisation, alors qu'elle ne compte que 2 % de francophones. Actuellement, seul un tiers des pays de l'OIF reconnaissent le français dans leur Constitution. Pour devenir observateur, l'organisation demande aux postulants d'afficher « une volonté de favoriser le développement de l'usage du français, quel que soit son usage effectif au moment de la demande ».

C'est ce qui a permis à deux des

voisins de l'Arabie saoudite dans le Golfe d'obtenir un strapontin : le Qatar, dont l'émir parle un bon français, est membre associé depuis 2012, ce qui avait fait grincer

quelques dents à l'époque à l'époque ; les Émirats arabes unis, pour leur part, disposent d'un statut d'observateur et – voudraient devenir membres à l'occasion du sommet d'Erevan. La récente ouverture du Louvre Abu Dhabi, qui s'ajoute à la présence d'une antenne de la Sorbonne dans cet émirat, a sûrement favorisé cette promotion.

Exécutions soutenues

Sur ce plan, l'Arabie saoudite a quelques arguments. Trois universités dans le pays disposent de départements d'enseignement du français. Selon le site de l'ambassade de France à Riyad, les bourses d'études dans l'Hexagone attirent un nombre croissant de candidats. Près de 1400 Saoudiens étudient actuellement en France.

C'est sur la question des « valeurs de la francophonie », autre critère d'adhésion, que le dossier saoudien patine. Le bilan peu flatteur du royaume en matière de droits de l'homme porte préjudice à sa candidature. Le maintien d'un système de discrimination à l'égard des femmes, en dépit de la récente levée de l'interdiction qui leur était faite de conduire, et le rythme très élevé des exécutions, constituent un frein à son entrée dans le club francophone. ■

BENJAMIN BARTHE
ET M. SE.

Le français, cinquième langue du monde

Le français est la cinquième la plus parlée dans le monde, avec 300 millions de locuteurs, après le chinois, l'anglais, l'espagnol et l'arabe. « Une progression de 10 % depuis 2014 », se félicite le rapport de l'Organisation internationale de la francophonie, qui doit être présenté par sa secrétaire générale sortante, Michaëlle Jean, à Erevan, jeudi 11 octobre. Il y a quatre ans, le français était en sixième position. C'est aussi la quatrième langue la plus utilisée

sur Internet, et la troisième en matière de trafic. Cette augmentation est avant tout le résultat de la croissance démographique. « Le centre de gravité de la francophonie continue de se déplacer vers le sud, prolongeant une tendance mesurée depuis 2010, où l'on voit que, sur les 22,7 millions de francophones qui sont venus grossir cette planète de la francophonie, 68 % se trouvent en Afrique subsaharienne et 22 % en Afrique du Nord », analyse le rapport. L'Afrique est destinée à devenir l'espace où il y a aura le plus de locuteurs en français, du moins en valeur absolue.